

L'ÉDITO

Colette Braeckman

CONGO : LE DOUTE, L'INQUIÉTUDE, LA COLÈRE

A la veille d'une série de manifestations et d'appels à des journées « Ville morte » au Congo, plusieurs sentiments se bousculent. Le doute d'abord : alors qu'une large frange de la population souhaite que des élections soient organisées dans les délais convenus et que cesse le carrousel des « dialogues »,

« arrangements particuliers » et autres manœuvres dilatoires, pourquoi les organisations citoyennes, les formations politiques et les forces sociales, qui appellent unanimement à des démonstrations publiques, n'arrivent elles-mêmes pas à s'entendre sur une date commune ? Tant qu'à prendre le risque de faire descendre la population dans la rue, pourquoi ne pas le faire tous en même temps ?

Inquiétude aussi : vu la faible capacité d'encadrement des signataires des divers appels, dérapages et provocations sont à redouter dans un pays où les détenus en cavale courent les rues, où d'anciens chefs de guerre comme Gédéon Kyungu au Katanga sont prêts, armes à la main, à se mettre au service des manipulations du pouvoir, où l'on ignore toujours qui tire vraiment les ficelles de la violence au Kasai, à Beni dans le Nord-Kivu ou ailleurs... Si des violences éclatent, provoquées ou non, l'application d'une « loi anti-casseurs » à la congolaise ne permettra-t-elle pas d'inculper des dirigeants de la société

Dans ce pays immense et divers, le respect de la loi fondamentale est le seul véritable ciment

civile et de l'opposition, de les traiter comme de dangereux meneurs, tenus pour responsables des éventuels débordements ?

Mais au vu de cette dérive du Congo, chaque jour plus rapide, c'est surtout la colère qui prévaut. Colère car la crise actuelle, qui annihile des années d'efforts et de croissance et qui décapite

les espoirs de la population, était parfaitement évitable. Lors des années de « vaches grasses », alors que les recettes de l'Etat augmentaient, rien n'empêchait le gouvernement, dominé par la majorité présidentielle, de prévoir les budgets nécessaires à la préparation des élections dans les délais légaux. Si rien n'a été fait, ou trop tard, c'est parce que M. Kabila et les siens, s'estimant indispensables, ont tout fait pour prolonger leur présence au pouvoir et imposer un « glissement » de fait. Et si, depuis la signature de l'accord du 31 décembre, négocié par les évêques, la mise en œuvre de la transition a pris tellement de retard, c'est aussi parce que les partis de l'opposition se sont laissés diviser par les calculs et les ambitions personnelles, à tel point que le crédit de la classe politique dans son

ensemble s'est effondré. Pour qui prend la peine de l'écouter, la population congolaise est unanime : elle récusé tractations et compromissions, elle exige que soit appliquée une Constitution qui, au sortir de la guerre, avait été ratifiée comme une garantie de la paix, elle refuse la « marche arrière toute » qui lui est aujourd'hui imposée, elle veut que l'Etat fonctionne et que soit partagé le bénéfice des ressources naturelles, actuellement confisqué par les « élites ». Dans ce pays immense et divers, le respect de la loi fondamentale est le seul véritable ciment, l'aspiration à la démocratie réunit la plupart des citoyens. Ne pas y répondre, laisser à la population seule le soin de « se prendre en charge », c'est aussi prendre le risque de libérer toutes les forces centrifuges...